

# Une délocalisation nécessaire... et arbitraire

Chaque ministère va devoir transférer 10% de ses effectifs en province.

Des centaines de statisticiens qui interrompent un point presse de l'Insee sur la récession; des archéologues qui manifestent sous les fenêtres du ministère de la Culture, pendant que les gardes forestiers appellent à un rassemblement national...Et pour tous un seul mot d'ordre emprunté à l'industrie : non aux délocalisations ! L'Etat s'apprête à lancer la plus grande vague de transferts d'administrations centrales vers la province depuis 1992. A l'époque, la gauche voulait compenser les effets de la crise de la sidérurgie et des restructurations militaires. Cette fois-ci, il s'agit d'aider les villes pénalisées par les fermetures de casernes, liées à la révision générale des politiques publiques (RGPP). Bercy, en quête d'économies immobilières, tente de concilier rationalisation et aménagement du territoire. A l'arrivée, chaque ministère est prié de délocaliser 10% de ses effectifs parisiens, soit environ 5 000 personnes au total. Et le couperet tombe au hasard... ou presque.

## Personnels braqués

L'Insee devrait ainsi payer un lourd tribut, avec 1 000 salariés censés former un pôle statistique à Metz. Ce projet décidé sans concertation a braqué les personnels, qui appellent à une grève nationale le 21 octobre. Le directeur général, Jean-Philippe Cotis, pourtant proche du pouvoir, a même menacé de démissionner si ce chiffre n'était pas revu à la baisse. L'annonce est d'autant plus mal passée que l'exécutif multiplie les critiques contre l'institut. Le député UMP Hervé Mariton confirme : *«Lorsque j'avais proposé que l'Insee devienne indépendant, on m'a répondu, à Bercy, que j'étais trop respectueux envers eux.»*

Autre établissement dans le collimateur : l'Office national des forêts (ONF), dont la direction va déménager à Compiègne. La productivité de l'établissement n'est guère appréciée au sommet de l'Etat, qui souhaite que l'ONF, en pleine restructuration, lui verse un dividende. *«La délocalisation va muscler l'administration et casser les habitudes»*, souligne un conseiller gouvernemental.

En revanche, d'autres organismes ont réussi à échapper à leur sort. C'est le cas du Mobilier national, dont le projet de délocalisation, datant de 1992, a été ressorti des cartons. Mais le ministère de la Culture a mis son veto et porté son choix sur l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Quoi qu'il en soit, ces restructurations s'annoncent longues et coûteuses. Lors des précédentes délocalisations, 80% des agents avaient refusé de bouger. Il avait donc fallu recruter localement et faire jouer les départs en retraite. En ces temps de RGPP, les ajustements promettent d'être plus tendus, même si l'administration est encore loin de l'industrie et de ses plans sociaux ravageurs.